

Infos Gaza 637 bis

Ce document sur l'eau dans la « zone tampon » nous a été fourni par Nida'a Aniss Abu AL Atta responsable des relations extérieures et de la coopération pour le P.A.R.C (Comités palestiniens d'entraide agricole) en remplacement de Ahmed Sourani



113.000 gazaouis manquent d'eau dans la « **zone tampon** » (*).

L'agriculture est la ressource principale des familles habitant cette zone.

- 35 % des terres arables de la bande de Gaza se trouvent dans cette zone

- et 50 % d'entre elles sont laissées en friche pour des raisons d'inaccessibilité et de manque d'eau

- La perte moyenne du revenu agricole est estimée à 63.7 % par rapport à il y a 5 ans

- 306 puits ont été détruits par Israël depuis 2005 pour un coût estimé à 9 millions de \$

- 6 réservoirs d'eau ont été détruits au cours de l'opération "plomb durci" en 2008-9 aucun n'a été remis en service

275 hectares de terres irriguées et 7600 mètres de conduites d'eau ont été détruites depuis 2007

66.7% des familles reçoivent leur eau par les services municipaux

- 27.9% d'entre elles n'ont de l'eau qu'une fois par semaine pendant quelques heures.
- 30.9% deux fois par semaine pour quelques heures
- 22.1% 3 fois par semaine pendant quelques heures.

Pour compenser ce manque d'eau les familles doivent faire appel à des sources alternatives pour répondre à leurs besoins. 25 % des familles de la zone achètent de l'eau livrée par camions par des entreprises privées.

Cette **zone tampon** (*) s'étend tout le long de la frontière avec Israël sur une largeur variant de 300 à 1500 mètres à l'intérieur de la bande de Gaza. C'est en 2008 que les Autorités israéliennes ont décidé unilatéralement et par décret de faire de cette zone un « no man's land » : toute personne s'aventurant sur ces terres rasées risque d'être abattu.

33 % des eaux puisées dans des puits artisanaux sont d'une qualité douteuse. De plus, elles sont généralement plus chères que l'eau de la municipalité. Une enquête récente montre que 37 % de ces familles dépendantes d'eau livrée par camion, y dépensent le quart de leurs revenus, ce qui exerce une pression considérable sur le revenu familial

Sedqi Al-Qara, 50 ans, possède 4 hectares de terres qui jouxtent la frontière dans la localité de al Qarara à quelques kilomètres au nord de Khan Younis.

Il a toujours cultivé des amandiers, des orangers des citronniers et des oliviers jusqu'à ce qu'Israël défonce et nivèle ses plantations pour s'assurer que pas un Palestinien ne franchira cette zone dénudée pour se rendre en Israël.



« J'ai été obligé de me reconvertir dans la culture des légumes bien qu'eux aussi aient besoin de beaucoup d'eau. Or cette eau manque mais je n'ai pas eu le choix »

En 2008, les forces d'occupation ont détruit le puits que possédait Sedqi, rendant très difficile la culture de ses terres.

Depuis 2008 Sedqi n'a pu s'approvisionner en eau que grâce à un puits voisin dont le débit d'eau est faible. Il a donc fallu que Sedqi ne cultive plus que 65 ares et laisse le reste de ses terres en friche.

« L'eau du puits est chère et insuffisante, ce qui m'oblige à emprunter auprès de ma famille et de mes amis. Je suis surchargé de dettes que je ne peux pas rembourser » nous a dit Sedqi.

« la plupart des légumes que j'ai plantés cette année se sont desséchés et n'ont pas grossi parce que je n'ai pas pu les arroser plus d'un jour sur deux. Or leur leur aurait fallu une irrigation permanente